

Danielle GAUVREAU, Joel GREGORY, Marianne KEMPENEERS et Victor PICHÉ (dir.), *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Monographies, n° 21, Montréal, Université McGill, Centre d'études sur les régions en développement (Centre for Developing Area Studies), 1986, 316 p.

Danielle GAUVREAU, Joel GREGORY, Marianne KEMPENEERS and Victor PICHÉ

Volume 19, Number 1, avril 1987

Sociologie des phénomènes démographiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001290ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001290ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

GAUVREAU, D., GREGORY, J., KEMPENEERS, M. & PICHÉ, V. (1987). Review of [Danielle GAUVREAU, Joel GREGORY, Marianne KEMPENEERS et Victor PICHÉ (dir.), *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Monographies, n° 21, Montréal, Université McGill, Centre d'études sur les régions en développement (Centre for Developing Area Studies), 1986, 316 p.] *Sociologie et sociétés*, 19(1), 184–188. <https://doi.org/10.7202/001290ar>

Danielle GAUVREAU, Joel GREGORY, Marianne KEMPENEERS et Victor PICHE (dir.), *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Monographies, n° 21, Montréal, Université McGill, Centre d'études sur les régions en développement (Centre for Developing Area Studies), 1986, 316 p.

Apport notable

Avec cette contribution, la démographie québécoise rejoint les rangs des chercheurs, particulièrement nombreux en Amérique latine, qui, depuis les années 1970, ont insisté sur la nécessité de mettre en relief les liens entre structure sociale et processus démographiques afin de comprendre les mouvements de population.

Ce produit du Département de démographie de l'Université de Montréal, qui nous a déjà habitué à des produits de haute qualité, surtout dans la démolinguistique et la reconstitution des populations, réunit des anciens étudiants et des professeurs (réguliers ou invités) du programme, dont l'expertise et le vécu sont internationaux. Le choix des pays repose sur deux régions, l'Afrique occidentale (Niger, Haute-Volta, le Maroc), et l'Amérique centrale et les Caraïbes (Costa Rica, Guadeloupe, la République dominicaine).

Des études particulières, toujours conscientes de la longue durée, abordent les migrations, dans les cas africains, et la fécondité dans les cas américains. Un examen du lien entre dynamique démographique et rapports sociaux en Chine populaire, et une comparaison entre le fonctionnalisme et le matérialisme historique lorsque appliqués à l'étude de la reproduction humaine, clôturent le recueil.

Reproduction de la force de travail et diffusion du capitalisme

Joel Gregory et Victor Piché, dans un article dense et vigoureux, présentent la problématique commune du volume: étudier «le régime démographique en fonction de sa contribution à la reproduction de la force de travail» (p. 11), ce qui permet de situer les phénomènes démographiques dans leur contexte social.

Or, ce parti pris serait anodin, s'il n'était pas jumelé à une théorie particulière de l'histoire, qui privilégie une division de la population en des groupes polarisés autour d'enjeux liés au travail et à la distribution des produits du travail. Plutôt qu'harmonie et boucles de rétro-alimentation convergente, les auteurs ici rassemblés recherchent les contradictions, les divergences qui s'amplifient et les ruptures organisationnelles.

En fait, ce n'est pas la question de l'existence ou absence de lien entre la société et l'individu, entre le macroscopique et le microscopique, qui divise actuellement les principales approches en sciences humaines. Qui s'obstinerait à nier le fait que les humains vivent en société et que leur comportement reflète l'organisation sociale en même temps qu'il la reproduit ou la modifie? Tous s'accorderaient avec William Blake pour voir «l'univers dans une fleur et le monde dans un grain de sable». Mais quel monde et quel univers? Ce qui, dans ce recueil, suscitera la controverse, c'est surtout l'insistance des auteurs à scruter le comportement démographique pour y voir les traces de l'organisation sociale et la filière de l'iniquité.

Ainsi, Gregory et Piché proposent de suivre les effets du capitalisme sur les régimes démographiques du Tiers-Monde en examinant la structure des classes locale et internationale, l'articulation des différents types de rapport sociaux et l'insertion des sociétés du Tiers-Monde dans des systèmes géographiques plus vastes, charpentés par la domination impérialiste. Ils soulèvent plusieurs thèmes d'actualité, dont celui des rapports entre population et croissance économique, ainsi que celui de la contribution du Tiers-Monde à la prospérité des pays capitalistes avancés.

Population et croissance économique

Gregory et Piché refusent d'attribuer la responsabilité du retard économique des pays en développement à la croissance démographique. À leurs yeux, une interprétation semblable aurait détourné l'attention des chercheurs de l'analyse des conditions de vie et de travail des peuples du Tiers-Monde, et aurait caché les véritables déterminants du sous-développement: «les intérêts de classe, le colonialisme et l'impérialisme» (p. 16).

Sans reprendre tous les termes de ce débat, plus que séculaire, signalons l'importance de l'organisation sociale dans la dynamique qui s'établit entre population et ressources. Si bien la croissance démographique augmente la pression sur les ressources et sur le système social, elle fournit également l'occasion et une partie des moyens pour prendre le chemin de l'accumulation élargie. 'Occasion' ne veut pas dire 'facilité'. La croissance accélérée de la population constitue un sérieux problème. Elle défie la société et ses efforts pour rajouter des places à la 'table de la vie', que Malthus voyait comme déjà mise. Par ailleurs, dans la plupart des sociétés du Tiers-Monde, la séparation est si vaste entre les besoins de la majorité et les priorités des gouvernants, que le seul ralentissement démographique ne peut réussir à transformer la situation.

Nature sociale des catastrophes naturelles

Raymond Gervais, étudiant les conséquences démographiques (surtout migratoires), entre 1969 et 1974, des sécheresses qui ont sévi sur le Niger depuis 1968, relève l'origine sociale des catastrophes naturelles. Sans la surexploitation écologique engendrée par les exigences politiques et économiques imposées par les pouvoirs coloniaux aux peuples du Niger, ceux-ci auraient pu mieux réagir aux sécheresses inusitées qui les ont frappés. La spécialisation dans le gros bétail, plus gourmand de la couverture végétale que le petit bétail, la coupure des rapports entre nomades et cultivateurs, la monétarisation imposée de la production, l'extension des cultures commerciales aux dépens des cultures vivrières, l'émigration des cultivateurs hors de leurs villages (vers plantations et villes): tous ces facteurs auraient affaibli la capacité de riposte de la société aux défis météorologiques.

L'expansion démographique, fortement déterminée par une plus faible mortalité infantile et des jeunes adultes, suite aux améliorations des communications ou aux politiques de santé publique initiées par les puissances coloniales (interventions qui visaient, bien sûr, la mise en valeur du travail et des autres ressources locales au profit de la métropole), a empiré une situation déjà rendu précaire par le colonialisme et la dépendance.

Dimension politique des migrations

Sidiky Coulibaly, lui aussi, met en cause les ponctions coloniales sur le temps et sur les ressources des populations dans son étude sur la Haute-Volta voisine. Désireuse de mettre la main-d'œuvre voltaïque, dense et nombreuse, au service du dessein colonial qui privilégiait la mise en valeur de la Côte d'Ivoire, l'administration française a usé des moyens habituels pour atteindre ses buts (imposition de taxes à payer en monnaie, des cultures commerciales qui remplacent les

cultures vivrières, des travaux forcés, du recrutement militaire transformé en rapt de main-d'œuvre pour les travaux d'infrastructure). Coulibaly note l'existence de facteurs d'attraction : des mines de manganèse et de diamants qui ouvraient en Côte d'Or, et la férocité plus mitigée de la part des administrateurs britanniques à l'égard des immigrants voltaïques. Néanmoins, pour l'auteur, ces migrations sont à comprendre surtout comme une riposte politique à l'exploitation coloniale.

Perspectives pour le Tiers-Monde

Les travaux jusqu'ici mentionnés évoquent la domination grandissante, depuis 1800, de certains pays européens, pionniers de la transition au capitalisme, sur les peuples du Tiers-Monde. Les européens ont transformé et réarticulé les rapports sociaux dans ce qui devait devenir le Tiers-Monde. Ils ont modifié la technologie et l'administration, infléchi le temps et les ressources des habitants vers la production de marchandises, fait bâtir des routes et autres infrastructures, répandu les services de santé publique. Les contributions positives du capitalisme — l'aspect 'progressiste' dont parlaient les classiques du marxisme — ont été payées très cher, sans que les populations concernées aient même eu le choix d'accepter ou de refuser ces échanges inégaux.

En conséquence, les pays du Tiers-Monde se retrouvent aujourd'hui avec des avenir hypothéqués par le sous-développement. Gregory et Piché avancent l'image saisissante d'un « 'système mondial démographique' qui comprend une division internationale de la reproduction de la force de travail pour la production capitaliste » (p. 42, n. 37) nous faisant ainsi voir les régions sous-développées comme des viviers de main-d'œuvre pour les pays capitalistes avancés. Ils pensent surtout aux migrations internationales, bien que les pays capitalistes avancés peuvent puiser dans ces foyers de reproduction élargie de main-d'œuvre même sans avoir recours à la migration internationale, car le plus-travail impayé — support de la plus value — des travailleurs du Tiers-Monde se trouve 'incorporé' dans les produits du Tiers-Monde.

Quel avenir pour le Tiers-Monde? Devront-ils trouver un 'Quart-Monde' à exploiter, afin d'assurer leur propre industrialisation capitaliste? Les travaux de Gregory et Piché, de Gervais et de Coulibaly ont regardé les échanges entre pays capitalistes développés et sous-développés du point de vue de ces derniers. Qu'en est-il de l'autre bout de la lorgnette? Quelle a été la contribution du Tiers-Monde à l'essor des pays aujourd'hui développés? C'est un point controversé et insuffisamment éclairé par les compilations empiriques. Néanmoins, il paraîtrait que — nonobstant l'importance absolue de la contribution du Tiers-Monde, en tant que marché et en tant que fournisseur de force de travail, matières premières, alimentation, etc. — les sources principales de l'expansion des puissances capitalistes contemporaines ont été l'innovation technique, les modifications sociales internes et l'expansion de leurs marchés internes.

Si un effort interne semblable est un *sine qua non* de l'industrialisation capitaliste — sans pour autant évacuer le rôle également nécessaire du commerce international (on ne saurait imaginer le 'capitalisme dans un seul pays') —, les sociétés actuelles du Tiers-Monde sauront-elles inciter leurs membres à l'innovation, à l'entreprise, à l'expansion des marchés internes? Ou devront-elles sortir de l'impasse par des voies autres que capitaliste?

Stratégies de survie: de l'unité domestique aux classes sociales

L'article de Marie-Hélène Saint-Pierre, Joel Gregory et Alan Simmons, ainsi que celui de Louise Lassonde, analysent des enquêtes sur les mouvements migratoires, réalisées, respectivement, en Haute-Volta en 1974-1975 et au Maroc en 1975-1976. Ces études partagent la problématique des trois travaux sur la fécondité aux Amériques. Le prisme de la 'stratégie de survie des ménages' dans une structure de classes leur est commun.

Cette optique sensibilise les auteurs aux pressions qui s'exercent sur les ménages dans des sociétés et des réseaux internationaux marquées par les inégalités structurelles. Saint-Pierre, Gregory et Simmons suggèrent que les ménages dont les membres se concentrent davantage dans les groupes d'âge les plus actifs auraient une double raison de participer plus intensément aux mouvements migratoires que des ménages avec une composition par âge différente. Un surplus de membres actifs à l'intérieur d'un ménage exercerait une pression plus forte afin de les rendre productifs pour le ménage. Par ailleurs, cette même abondance permettrait à ces ménages de se prévaloir davantage, par le biais des migrations, des occasions économiques offertes ailleurs. Lassonde note des associations semblables entre taille élevée du ménage et propension à l'émigration internationale.

Les trois études portant sur la fécondité en Amérique centrale et aux Caraïbes soulignent aussi l'influence venant de la structure sociale sur le comportement démographique familial. Marianne Kempeneers et Jean Poirier suivent quatre siècles d'évolution démographique en Guadeloupe, trouvant la rationalité des comportements de fécondité dans les régimes de travail successifs. Par exemple, lorsque la traite et puis l'esclavage furent abolis, les élites locales ont facilité un certain accès à la terre aux paysans, afin de les motiver à se reproduire, sans pour autant les soustraire à leur dépendance sur les plantations. Guiomar Caminos-Torres et José-Miguel Guzman épiluchent les enquêtes nationales de fécondité réalisées, respectivement, au Costa Rica en 1976 et en République Dominicaine en 1975. Des deux, l'étude de Guzman est plus nuancée quant aux 'mécanismes' par lesquels la fécondité et la participation féminine au travail rémunéré «se trouvent déterminées par l'appartenance de classe» (Caminos-Torres, p. 195). La spécification d'un modèle du comportement démographique qui inclut tant le 'niveau' social que le 'niveau' individuel d'analyse n'est pas aisée.

Pourtant, le concept de 'stratégie familiale' est potentiellement un 'chaînon manquant' unissant la sphère domestique (lieu de la reproduction de la force de travail et de la production de valeurs d'usage destinées aux membres de l'unité domestique) à la sphère de la production de marchandises et des rapports capitalistes. Le ménage, famille ou autre unité de reproduction sociale de la force de travail serait le creuset et le lieu de prise de décisions concernant l'utilisation du temps et des ressources de ce même groupe.

Le concept de 'stratégie', par ailleurs, évoque conflit, collaboration, collusion, incertitude, autant de dimensions qui facilitent le rattachement de théories marxistes ou historico-structuralistes de la dynamique sociale au travail des chercheurs fonctionnalistes sur les mécanismes décisionnels qui s'opèrent à l'intérieur des familles (ou autres unités de reproduction des êtres humains). Serait-ce un contresens d'évoquer une théorie de la fécondité qui s'abreuverait chez Marx, Easterlin, Bongaarts et Caldwell? Les débats là-dessus seraient galvanisants.

Si des travaux fonctionnalistes en démographie ont évacué ou mystifié le 'niveau' macro-social, nombreuses analyses marxistes ou marxisantes ont commis l'erreur inverse d'évacuer les individus, autant du comportement démographique que de l'histoire. Trop souvent, on substitue la structure de classes aux individus spécifiques, agissant dans des conditions historiquement déterminées. Dans ce recueil, on retrouve quelques substitutions de ce type, bien que l'insistance parfois exagérée sur la prédominance causale de l'appartenance de classe est, possiblement, davantage polémique qu'ontologique, voulant marquer ainsi la distance par rapport à la théorie de la modernisation plutôt que de nier l'existence d'une certaine autonomie décisionnelle des individus en matière démographique, autonomie qui exige sa théorisation.

Problématique matérialiste de la reproduction humaine

Les deux derniers articles proposent des réflexions sur la théorisation du comportement démographique dans un langage matérialiste ou marxiste. Partant de l'hypothèse qu'un «phénomène est toujours déterminé en dernière instance par la structure économique, par l'ensemble des rapports de production» (p. 255), Luc Legoux suggère des arguments pour dévoiler la rationalité des comportements démographiques observés au long de l'histoire chinoise. Par exemple, la famille patriarcale aurait puisé ses racines dans l'autarcie domestique et la petite propriété privée à l'intérieur d'un État bureaucratique et impérial. La transition vers des rapports d'entraide qui se serait entamée sous le régime de Mao Ze Dong, en assurant à tous, à tout âge, des conditions de vie acceptables, aurait favorisé un déclin de la natalité, entre autres en supprimant la motivation d'avoir des enfants comme assurances-retraite. Ces observations sont fort intéressantes en tant qu'hypothèses, mais l'article souvent attribue aux politiques maoïstes une vertu et une efficacité à ce point démesurées — par rapport à ce que d'autres observateurs en ont rapporté (aux yeux d'un non-spécialiste, la bibliographie citée paraît trop partielle, excluant les écrits de démographes occidentaux non marxistes, qui ont été fascinés par la Chine populaire) — que l'on peut comprendre comment des esprits qui en sont revenus de l'époque du 'petit père des peuples' puissent perdre confiance en le récit. Ceci est regrettable, car Legoux aborde une question urgente: est-ce possible ou désirable de passer des rapports d'exploitation à ceux d'entraide? Est-ce envisageable de coordonner et motiver les membres d'une société par l'entraide plutôt que par la domination? Quels seraient les effets d'une transformation semblable dans la sociabilité humaine sur les mouvements de population?

Jean Poirier clôt le recueil en critiquant les bases épistémologiques du fonctionnalisme, lorsque appliqué à la démographie, pour les comparer avec celles du marxisme. Le fonctionnalisme

en démographie, comme ailleurs, évacue les rapports sociaux basés sur la domination, renvoyant plutôt à une notion d'une nature humaine invariante, à la spécialisation-différenciation et aux mécanismes de résorption des tensions. Le marxisme, pour sa part, aborde la théorisation de la société par le biais des processus de travail et la formation des classes sociales. La dynamique démographique relève de la production et reproduction de la force de travail, qui se distingue de la production d'autres valeurs d'usage ou de marchandises. Cette séparation, ou «extériorité de la force de travail par rapport au procès de production» (p. 292), aurait posé des problèmes à divers types de société, dont les solutions sont visibles dans le type de famille, les rapports entre hommes et femmes, et autres pratiques sociales tendant à assurer la coordination entre les unités qui produisent de la force de travail et celles qui en ont besoin pour mettre en valeur leurs moyens de production.

On peut se féliciter de l'édition de ces travaux. Ils montrent le potentiel d'une problématique marxiste lorsque appliquée à l'étude de la population. Ce volume suggère également le besoin d'intégrer la théorisation de la dynamique des grands corps sociaux avec des théories abordant les motivations et la prise de décisions d'individus et de ménages. Il faut éviter la réification de la structure sociale aux dépens des individus agissant dans des contextes particuliers. Ces écrits devraient aussi encourager l'analyse de corps de données déjà constituées et inciter des chercheurs à définir les informations qui pourraient mettre leurs spéculations théoriques en dialogue avec des mesures empiriques plus adéquates aux concepts marxistes. En somme, c'est un moment heureux pour la démographie québécoise.

Eric WEISS-ALTANER